

Comment favoriser l'intégration opérationnelle de la mission des référents départementaux inondation au sein des organisations de sécurité civile? Éléments de réponse basés sur un travail collégial en Occitanie et sur le retour d'expérience des crues de 2018 dans l'Aude

How to promote the operational integration of the Departmental Flood Referent mission within the organizations of civil security? Answers based on collegial work in Occitanie and on feedback from the 2018 floods in Aude

Auteurs : ESCUDIER Aurélie¹, JELIC Thomas², DUBOIS Pierre-Olivier¹

¹DREAL Occitanie, 1 rue de la Cité administrative, 31074 Toulouse Cedex 9, France, e-mail :

aurelie.escudier@developpement-durable.gouv.fr, pierre-olivier.dubois@developpementdurable.gouv.fr

²Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude, 105, boulevard Barbès, 11838 Carcassonne Cedex e-mail: thomas.jelic@aude.gouv.fr

Résumé : Depuis 2011, les progrès réalisés par les missions des référents départementaux inondation (RDI) en matière de structuration interne, de montées en compétences ou encore de production et d'appropriation des outils ont été relativement importants grâce à l'appui apporté par l'animation nationale (SCHAPI) et régionale (DREAL et référents départementaux inondation). Néanmoins, une marge de progression existe encore dans certains départements, notamment ceux de la région Occitanie, pour mieux formaliser les attendus des services préfectoraux envers la mission des RDI aux différents moments d'un événement d'inondation. Le positionnement de l'expertise technique dans des cellules clés de l'organisation de sécurité civile, l'appui aux formations du corps préfectoral ou encore des exercices de crise sont des axes d'approfondissement possibles pour favoriser la reconnaissance de la mission RDI et de ses représentants en crise et en préparation de crise. Les actions mises en place dans le département de l'Aude suite aux événements qui ont touché l'Aude et ses affluents en 2018 sont utilisées pour illustrer les propos développés dans cet article.

Mots clefs (2 à 3 minimum) : mission RDI, gestion de crise, ORSEC inondation

Abstract : Since 2011, Departmental Flood Referent units (called RDI) have made progress in internal structuring, skills development or even tool production and appropriation. These have been relatively significant thanks to the support provided by the national and regional management. Nevertheless, there is still an improvement margin in certain departments, particularly those in the Occitanie region, to better formalize the expectations of the prefectural services towards the RDI mission at the different times of a flood event. The positioning of technical expertise in key cells of the civil security organization, support for prefectural services training or even crisis exercises are possible actions in a way to promote recognition of RDI and its representatives in crisis and in crisis preparation. The actions implemented in the Aude department following the events that affected Aude rivers in 2018 are used to illustrate the points developed in this article.

Keywords: Flood Referent unit mission, crisis management, ORSEC Flooding

1. Contexte et problématique

Lors d'un événement d'inondation, l'anticipation et l'organisation des services de sécurité civile sont des facteurs essentiels qui concourent à sa bonne gestion. Dans cette optique, la loi de modernisation de la sécurité civile marque, en 2004, le début de la refonte de l'Organisation des Secours avec un nouvel outil : l'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile, l'ORSEC, destiné aux préfets de métropole et d'outre-mer.

En plus de dispositions générales, l'ORSEC comprend des dispositions spécifiques pour faire face à des risques identifiés, notamment celui de l'inondation. Il précise le rôle important de la mission de référent départemental inondation (RDI), qui incombe à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDT(M)) dans cette démarche. Il a également pour objectif de recenser les outils d'anticipation et de suivi de l'inondation disponibles.

La circulaire interministérielle du 28/04/11 relative à la définition et à l'organisation au sein de la DDT(M) de la mission de référent départemental pour l'appui technique à la préparation et à la gestion des crises d'inondation dans les départements couverts par un service de prévision des crues (NOR : DEVP1023698C), complétée par la note technique du 29 octobre 2018 relative à l'organisation des missions de référent départemental pour l'appui technique à la préparation et à la gestion de crises d'inondation sur le territoire national (NOR : TREP1817757N) définissent le rôle du RDI. Il consiste à appuyer les services préfectoraux, à la fois :

- en période de crise, par l'interprétation des données hydrologiques issues des services de prévision des crues (SPC) mais aussi par leur traduction en termes d'enjeux territoriaux ;
- hors période de crise, par la préparation d'éléments techniques et la formalisation des documents utiles pour la gestion de crise ;
- en post-crise, par la capitalisation des informations sur les crues et la contribution aux retours d'expériences (RETEX).

Cette mission a notamment pour objectif d'apporter une expertise technique aux services préfectoraux qui ont besoin de spécialistes pour les aider à prendre les meilleures décisions possibles en cas de risque inondation.

Depuis 2011 et dans chaque département, cette mission s'est structurée progressivement. Elle est assurée dans chaque département, par un collectif de personnes en grande partie issues des services risques naturels ou gestion de crise. Dans une logique d'appui et d'accompagnement des services des DDT(M), une animation nationale, pilotée par le SCHAPI, a été instaurée en 2014. Cette animation nationale s'est progressivement déployée en région avec l'officialisation en 2018 d'un réseau de référents régionaux inondation (RRI). L'animation régionale, portée par les DREAL sur leur territoire et pour l'ensemble du périmètre de la mission (réseau surveillé, non surveillé, littoral) est parfois assurée au sein des SPC ou en lien étroit avec les équipes des SPC pour ce qui concerne le réseau surveillé, notamment quand plusieurs SPC sont compétents à l'échelle d'une même région.

Celles-ci traitent de la structuration, de l'outillage mais aussi de la professionnalisation des missions RDI. Néanmoins, dans le cadre de l'animation RDI, l'incitation à la rédaction d'une lettre de mission et d'une note d'organisation a contribué à améliorer la visibilité de cette mission au sein de la DDT(M) et du corps préfectoral. Dès 2018 et avec la circulaire du 29 octobre 2018, la mise en place dans chaque DDT(M) de la lettre de mission prend un réel essor attesté par l'enquête nationale RDI réalisée en 2023 [Puechberty, *et al*, 2023].

Si le cadre réglementaire existant et l'animation nationale mise en place côté RDI permettent de définir aujourd'hui clairement les champs d'actions des missions RDI, des préfectures et de leur SIDPC, des marges de progrès existent dans certains départements pour mieux formaliser les attendus de « la mission de référent départemental inondations (RDI), aux différentes étapes de la crise (préparation, alerte, conseil au préfet...) ».

Ce constat a été soulevé dans plusieurs cadres :

- national, avec l'enquête des missions RDI menée en 2023 [Puechberty, *et al*, 2023] ;
- régional, dans l'animation du réseau Occitanie et les ateliers menés avec RDI et SIDPC depuis 2018 ;
- départemental, dans le retour d'expérience des événements survenus dans l'Aude en 2018 [Ayphassorho, 2019].

Il soulève plusieurs questions : si la traduction de l'information technique produite par les SPC est *a priori* attendue des missions RDI par les services préfectoraux, à quels moments clés d'un événement doivent-ils

réellement apporter la connaissance du risque prévu et plus généralement, quelle place attribuer à la mission RDI dans la gestion d'un événement ? Hors période de crise, comment se préparer individuellement et collectivement pour être efficace le jour J ? Dans un contexte de crise et en un temps contraint, sous quelle forme traduire au mieux l'information pour un public préfectoral varié et ne disposant pas de compétences techniques poussées ? Comment, et sous quelle forme, capitaliser les retours d'expériences des événements ?

Dans la suite de cet article, nous essayerons de répondre à ces questions en prenant appui sur les différents retours échanges et travaux collectés dans les ateliers de l'animation régionale Occitanie depuis 2018 mais également sur les actions mises en place très concrètement dans le département de l'Aude à l'issue du retour d'expérience des crues de 2018 (cf. figure 1).

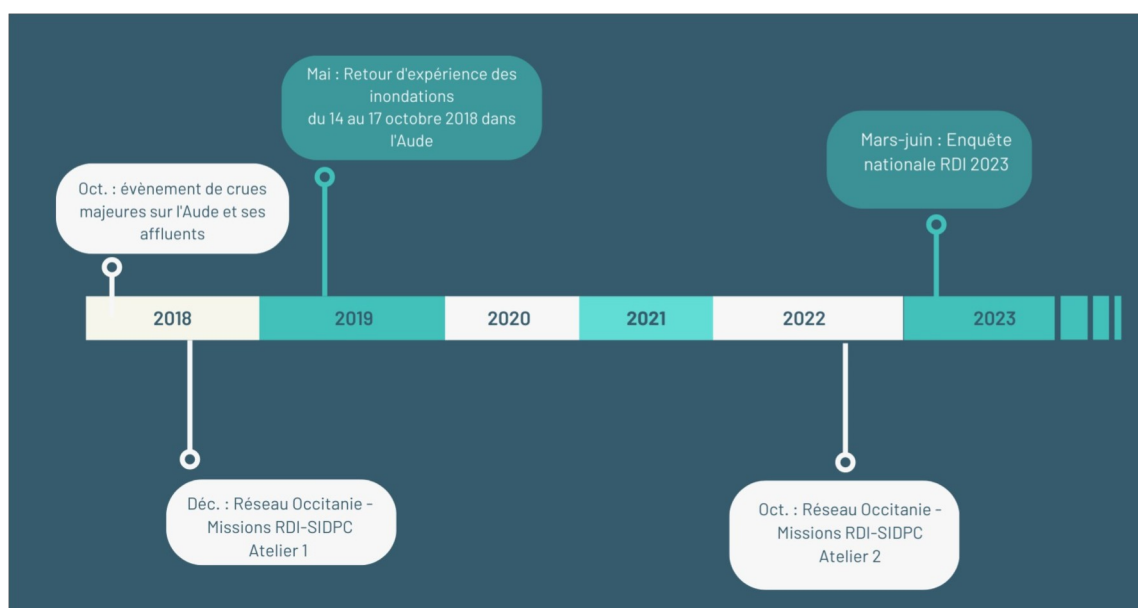


Figure 1: Synthèse chronologique des événements alimentant la problématique de l'article

2. La place de la mission RDI dans l'anticipation

Mieux positionner la mission RDI vis-à-vis de la réception des informations utiles à l'anticipation des inondations

En 2019, dans le cadre de l'animation régionale de la mission RDI sur la région Occitanie, un premier atelier de travail a réuni les missions RDI et leur SIDPC et a permis de retracer collectivement l'ensemble des actions à mettre en place avant, pendant et après un événement de crue de niveau de vigilance orange crues. L'objectif du travail demandé était de définir les moments clés relatifs à la fourniture ou la réception d'informations, ainsi que l'organisation attendue aux différentes étapes de la crise : déclenchement d'un Centre Opérationnel de Décision (COD), mobilisation des équipes techniques RDI en astreinte d'urgence, etc. Le travail a été mené en deux groupes, missions RDI d'un côté et SIDPC de l'autre, dans l'optique d'avoir des échanges entre pairs relativement libérés. L'objectif final était de pouvoir rendre visibles les bonnes pratiques et les difficultés rencontrées dans chaque service sur un événement de crue.

Pour les SIDPC de la région Occitanie sollicités pendant l'atelier, l'enchaînement des actions à opérer au moment d'un événement de crue semblait relativement clair. Le groupe a notamment considéré que la mise en place d'un COD ne devait pas seulement être proposée après l'annonce par le SPC d'un passage en niveau de vigilance orange, mais dès qu'une crue significative est envisagée. De chaque côté, la nécessité de mettre en place au plus tôt une cellule de veille ou un pré-COD a été identifiée, soulevant le besoin d'un partage d'informations avant d'engager la décision de déclenchement du COD.

Pour les missions RDI de la région Occitanie sollicités de l'autre côté, les actions liées à la préparation des éléments techniques et l'organisation des équipes RDI à mobiliser pour l'évènement ont été posées collectivement sur une frise du temps de la crise. Un point d'amélioration et un point de questionnement ont été soulevés :

1. l'information donnée par le réseau Vigicrues par téléphone aux services préfectoraux préalablement aux montées de vigilance n'est pas délivrée aux missions RDI pour certains départements. Le simple suivi des informations données par le site Vigicrues ne leur permet donc pas d'anticiper les besoins ou les éventuelles questions des services préfectoraux sur l'évènement à venir ;
2. l'information à délivrer en COD et les réels besoins des services préfectoraux au moment d'un évènement (type d'enjeux à recenser, précisions à apporter, échelle territoriale de représentation...) reste encore à préciser pour certaines missions RDI.

Globalement, cet atelier a mis en exergue l'importance de positionner la mission RDI comme destinataire de l'information technique relative à l'aléa, si ce n'est pas en amont, au moins dans la même temporalité que la préfecture afin de lui permettre de jouer son rôle d'interprète du phénomène d'inondation prévu. De plus, l'intérêt et la plus-value de la mission RDI pourront être mieux perçus si les attendus des services préfectoraux sont travaillés conjointement en amont de la crise.

La cellule anticipation et l'enjeu en crue d'y retrouver un représentant de la mission RDI

À l'automne 2022, un deuxième atelier (cf. Figure 2) a été réalisé avec l'objectif d'évoquer entre SIDPC et missions RDI l'organisation à mettre en place et les outils à utiliser en crise pour bien apprécier les impacts attendus d'une crue et apporter la meilleure réponse opérationnelle. Cet atelier, réalisé cette fois-ci en plusieurs groupes de RDI et SIDPC, a permis d'identifier les points suivants :

- plusieurs départements ne disposaient pas de cellule anticipation dans le cadre de leur dispositif ORSEC,
- la création d'une cellule anticipation a été jugée nécessaire pour fluidifier la transmission des informations au sein même du COD en définissant ou redéfinissant le rôle des cellules d'anticipation et de gestion de crise, lorsqu'elles existent.



Figure 2 : Atelier des missions RDI et SIDPC de la région Occitanie - octobre 2022 (Photo : B.Fernandez - Source : DREAL Occitanie)

Si on prend l'exemple de l'évènement du 15 octobre 2018 qui a touché l'Aude et plusieurs de ses affluents (Trapel, Orbiel, Lauquet pour les principaux), le même constat a été soulevé. Cet « épisode méditerranéen » exceptionnel a généré en très peu de temps des crues majeures dont l'impact a été dramatique à l'échelle du département : 15 personnes décédées, 29 000 sinistrés, de nombreuses routes et réseaux d'eau, d'électricité et

de télécommunication coupés et endommagés, 4 ponts effondrés (cf. Figure 3), 19 000 maisons et 1 700 commerces détruits, 5 700 véhicules emportés.



Figure 1: Un pont emporté par l'inondation à Villegailhenc (Aude), le 15 octobre. ERIC CABANIS / AFP (Source : Le Monde)

Le bilan financier de ces crues qui ont touché plus de 200 communes a été estimé à environ 256 millions d'euros par les compagnies assurances pour les biens assurés et à près de 69 millions d'euros, pour les biens non assurables des collectivités territoriales.

Le retour d'expérience de cet épisode de crues [Ayphassorho, 2019] a mentionné la nécessité de travailler sur l'organisation des acteurs. L'absence de mise en place d'une cellule de veille qui aurait permis de mieux anticiper l'ouverture du COD a été soulignée. Au regard du nombre important de communes touchées, du bilan humain et des dégâts matériels, le COD a été très rapidement renforcé avec l'arrivée de nombreux agents des différents services mobilisés au cours de l'évènement. Selon la mission RDI de l'Aude, ce contexte de travail a complexifié le travail de chacun, et a généré des difficultés pour se mouvoir, s'entendre, et réfléchir. À l'issue de ce constat, en 2019, la préfecture a engagé une modification de son organisation afin d'isoler la cellule anticipation, composée de cinq à six services (SDIS, SIDPC, mission RDI, conseil départemental et le syndicat du bassin de l'Aude) pour leur permettre de travailler sans perturbations extérieures. Ce retour d'expérience a également mis en évidence la nécessité de positionner la cellule anticipation en dehors du COD tout en restant à proximité immédiate afin de permettre un échange entre les acteurs de la cellule décisionnelle et ceux de la cellule anticipation. Ainsi, dans le cas de la DDTM de l'Aude, l'équipe technique de la mission RDI est désormais positionnée en cellule anticipation en cas de crise et peut dialoguer avec le cadre de permanence de la DDT(M) positionné en cellule décisionnelle, ce dernier traitant également les autres problématiques que l'inondation peut générer (circulation routière, problèmes agricoles, hébergements d'urgence,...). Enfin, cette nouvelle organisation a été concrètement définie dans le cadre du dispositif ORSEC inondation approuvé le 15 octobre 2020. Ce document légitime ainsi l'existence de la cellule anticipation, sa composition et son organisation. La mission RDI de l'Aude fait partie intégrante du dispositif.

3. La professionnalisation, un axe de développement commun sur le risque inondation

La reconnaissance des missions et rôles de chacun, une étape indispensable au bon fonctionnement de la chaîne opérationnelle pendant un évènement

Devès et Le Bars (2020) ont souligné le fait que « la capacité à travailler ensemble efficacement dépend de la capacité à s'écouter et à se comprendre. Pour cela, il faut des occasions pour apprendre à se connaître et du temps pour développer des éléments d'une culture commune. ». Aussi, si la cellule anticipation est évoquée jusqu'ici comme une nécessité pour gagner en efficacité, cette efficacité repose également sur la bonne connaissance des acteurs mobilisés dans chaque instance composant le COD et des rôles de chacun pendant un évènement d'inondation. Les échanges entre représentants des missions RDI et SIDPC menés lors de l'atelier régional Occitanie de 2022 ont d'ailleurs soulevés le besoin de mieux se connaître par le biais de rencontres à l'échelle départementale, régulières, annuelles voire pluri-annuelles. Cette fréquence aurait l'avantage de pouvoir maintenir la connaissance des acteurs, compte tenu du renouvellement parfois fréquent des équipes dans chaque service DDT(M) et SIDPC. Dans le même esprit, les SIDPC ont à plusieurs reprises lors de l'atelier 2022 évoqué le besoin de mieux comprendre les missions du référent départemental inondation, mais aussi d'avoir une meilleure vision des missions de chaque acteur impliqué dans le suivi de la dynamique d'un évènement de crues (Météo-France, services de prévision des crues, communes et EPCI, services de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques).

Dans le département de l'Aude, la mise en place de rencontres annuelles a été une action concrète menée à l'issue du retour d'expérience des crues de 2018. Elles sont aujourd'hui organisées pour présenter le fonctionnement du service de prévision des crues Méditerranée-Ouest, la mission RDI de l'Aude et leur articulation. Les membres du corps préfectoral, du SIDPC et le directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) y sont invités et le compte rendu des échanges est systématiquement diffusé à l'ensemble des membres de la mission RDI, donnant lieu parfois à une réunion de l'ensemble de l'équipe. Cette rencontre annuelle assure ainsi l'interconnaissance des équipes, les rôles de chacun et favorise une meilleure fluidité des échanges au moment d'un évènement de crue.

La formation des missions RDI, un nécessaire pour l'appui efficace des préfectures

Au-delà des rencontres et des échanges annuels qui peuvent être mis en place entre missions RDI et SIDPC, la faculté à comprendre l'autre peut également passer par le biais de la formation et d'exercices partagés.

Les échanges menés avec les SIDPC lors des ateliers régionaux menés en 2018 et 2022 ont fait ressortir, que les compétences du SIDPC concernent principalement des compétences de management d'une cellule opérationnelle. Les compétences techniques « inondations » en temps de crise sont donc attendues par des tiers, notamment le cadre d'astreinte de la DDT identifié comme un référent dans son domaine. Il peut-être éventuellement appuyé d'un back-office technique issu du vivier de personnes composant la mission RDI. Pour assurer cette fonction de référent technique et répondre au besoin de la préfecture, les missions RDI ont soulevé le besoin de disposer de compétences et connaissances techniques et métiers, et donc d'un vivier d'agents formés.

Dans le département de l'Aude par exemple, l'intégration de la mission RDI est désormais systématiquement suivie d'une formation interne avec plusieurs visites de terrain afin de bien connaître et appréhender le fonctionnement hydraulique du département, les principaux enjeux et points de vigilance. En parallèle, le socle de formation défini au niveau national permet aujourd'hui aux missions RDI d'avoir une base de connaissances relative au vocabulaire de la prévision des inondations et à l'utilisation des outils d'anticipation des phénomènes de crues.

Le positionnement des missions RDI dans la construction des exercices de crise à développer

En temps de crise, le jeu d'acteurs qui s'opère en COD sera d'autant plus efficace si toutes les parties prenantes sont bien conscientes de la place qu'elles doivent occuper, des attentes et réponses qu'elles doivent apporter et de la pratique de leur organisation dans le cadre d'exercice. Goutx (2022) évoque notamment que « [...] les exercices et simulations de crises permettent de s'entraîner à faire face à l'imprévu, à développer et entretenir une capacité d'adaptation à l'infinité de situations qui peuvent se présenter. ». Les exercices de crise sont ainsi les vecteurs d'un gain d'expérience commun, permettant la compréhension des rôles de chacun pendant un évènement simulé. Les exercices sont aussi le moyen de développer des savoir-être indispensables à la capacité de restitution des compétences acquises au moment d'un évènement en plongeant les participants dans un niveau de stress aigu [Cros, 2018].

Ce besoin de pratiquer par l'exercice a été soulevé dans le cadre des ateliers de travail régionaux entre RDI et SIDPC en 2018 et 2022. Néanmoins - en tant que service de prévision des crues, plutôt qu'avec la casquette de l'animation RDI - il est arrivé de rencontrer quelques phases de flottement à la construction d'un exercice : quel périmètre est à considérer, à la fois géographique et fonctionnel ? Quelles sont les phases de la crue souhaitant être testées par la préfecture et/ou les missions RDI ? Quelles actions d'évacuation la préfecture souhaite-t-elle faire mobiliser pour pouvoir définir l'ampleur de l'évènement à considérer pour l'exercice ?

La construction d'un exercice inondation nécessite ainsi à la fois la bonne compréhension du corps préfectoral et de ce qu'il peut être en mesure de mobiliser et sur quels secteurs : la traduction des conséquences possibles d'une inondation et les données qu'il pourra obtenir au moment de l'exercice. Ainsi, la mission de référent départemental inondation, située à l'interface de la gestion de crise et du service de prévision des crues, peut ainsi jouer un rôle important dans la construction des exercices pour appuyer le préfet dans le bon choix des scénarios, des phases de gestion de crise à jouer.

Dans le cadre de l'animation nationale RDI, une autre forme d'exercice a été développée, passant par la pratique d'un jeu, Consiliari [Piotte, 2023]. Ce jeu sérieux, destiné en premier lieu aux missions RDI pour développer des compétences techniques (compréhension des produits hydrométéorologiques et connaissance territoriale), des savoir-être propres à la posture attendue en gestion de crise (capacité d'analyse, travail en équipe, gestion du stress, prise de parole), gagnerait à être ouvert plus largement aux SIDPC pour permettre à minima aux équipes des missions RDI et à celles du corps préfectoral de mieux se connaître et se comprendre. Des marges de progrès existent, tel que le montrent les résultats de l'enquête nationale [Puechberty, 2023] et la mission RDI peut jouer un rôle pivot dans l'acquisition de connaissances en appui des acteurs du corps préfectoral, dans la construction de scénarios d'exercice de crue ou encore le développement des savoir-être spécifiques à la crise inondation.

Les retours d'expérience des exercices de crise pour poser les bases d'une amélioration continue

Enfin, Goutx (2022) soulève aussi « Que la réaction des apprenants pendant la simulation soit appropriée ou non, c'est le débriefing qui permettra d'analyser les décisions prises individuellement et collectivement, et de tirer les enseignements pour préparer les véritables gestions de crises ». C'est ce qui a précisément été remonté dans le cadre du retour d'expérience des crues de l'Aude 2018, avec la nécessité de mener régulièrement des exercices de crise inondation (dont la part a été jugée trop peu importante) mais aussi d'augmenter la bonne prise en compte des enseignements tirés de ces exercices. Dans le département de l'Aude, des exercices de sécurité civile inondation sont programmés par le SIDPC, en fonction des crues réellement observées. Le scénario est co-construit avec le SIDPC, le RDI référent, le SPC, le syndicat du bassin versant de l'Aude et le SDIS. L'animation est assurée par une équipe de 4 personnes : un agent du SIDPC, du SDIS, du syndicat de bassin et le RDI référent. Par exemple, lors d'un exercice réalisé en 2021, le retour d'expérience a permis de mettre en évidence l'utilité de la cellule anticipation, mais n'a pas permis de valider son installation matérielle dans les locaux définis (problèmes logistiques et informatiques). Il a permis d'alimenter le cahier des charges des travaux de reconfiguration des salles de gestion de crise de la préfecture (COD, anticipation, décision), et de montrer la nécessité d'alimenter l'outil cartographique

Synapse en préparation de crise pour en faciliter la gestion. Il a montré également que la mission RDI ne peut pas jouer le rôle de cadre de permanence en COD.

4. Des flux d'informations et des outils à comprendre et maîtriser

L'atelier mené en 2022 entre missions RDI et SIDPC a également pu permettre d'évoquer les outils de suivi et de gestion de la crise inondation à disposition des services lors d'un évènement d'inondation et les difficultés rencontrées dans leur utilisation ou la transmission d'information.

En matière de flux d'informations échangées au moment d'un évènement d'inondation, 3 types d'informations ont été évoquées :

- les informations techniques relatives aux données météorologiques et hydrologiques de suivi de la situation (bulletin de Météo-France, bulletins et prévisions du réseau Vigicrues),
- les informations propres à la gestion de crise en matière d'impacts au territoire et de décision à engager,
- les informations événementielles liées à une perturbation dans le déroulement de l'évènement (visite ministérielle, coupure électricité, etc.).

Sur le premier point, si les catégories d'informations techniques sont connues, les acteurs référents de ces informations gagneraient à être mieux identifiés. Dans le département de l'Aude par exemple, la mission RDI reçoit majoritairement des informations de Météo-France et des SPC Méditerranée-Ouest et Garonne-Tarn-Lot. Le SIDPC reçoit des informations d'autres acteurs – SDIS et EPTB - ces derniers pouvant relayer d'autres communications de services payants, par exemple « Prédic services ». Le retour d'expérience [Ayphassorho, 2019] a jugé que les différents flux d'informations, dont certains ne se corroboraient pas, ont été source de confusion en COD, et ont déstabilisé les acteurs du COD dans la gestion de la crise et notamment dans les prises de décisions. Aussi, l'amélioration des liens avec les acteurs techniques reste un préalable à la bonne compréhension de l'information, comme évoqué précédemment.

Concernant les informations relatives à l'impact des crues sur le territoire et délivrées pour orienter la prise de décision préfectorale, elles peuvent parfois manquer d'une définition partagée des attendus entre missions RDI et préfetures. Ce constat avait été soulevé à l'issue de l'atelier de 2018 réunissant les RDI dont les résultats et les questions soulevés avaient été partagés en séance : quelles données sont utiles au corps préfectoral en COD ? Avec quelle granularité ?). L'identification d'une personne référente sur la gestion des données en DDT(M) et/ou SIDPC a été évoquée à l'issue du deuxième atelier régional (cf. figure 1) pour favoriser la maîtrise de la connaissance des données et de leur mise à jour. De manière plus générale, le besoin de mieux partager ces informations a été évoqué, au sein du COD et en dehors. Ce partage et la traduction cartographique des impacts au territoire pourraient notamment être améliorés par une meilleure utilisation des outils existants, tel que l'outil Synapse ciblé comme l'« outil de synthèse et d'appui cartographique du COD » dans la note relative au déploiement dans les préfetures des applications cartographiques SYNAPSE du 10 décembre 2018 (NOR : INTE1832942J).

Lors de l'atelier d'animation régionale de 2022, les préfetures et leurs SIDPC ont relevé un manque de connaissance des fonctionnalités et les potentialités de l'outil Synapse (Cf. figure 4) sont encore trop méconnues. Le renouvellement fréquent des équipes dans les services a notamment été une des raisons évoquées. Il ne permet pas l'investissement des équipes dans la formation dédiée à l'outil. Néanmoins, la nécessité de s'approprier et de développer son utilisation en crise est primordiale et a fait l'objet du retour d'expérience de l'exercice zonal inondation du 8 mars 2022, mené sur trois départements (31, 32 et 82) de la région Occitanie.

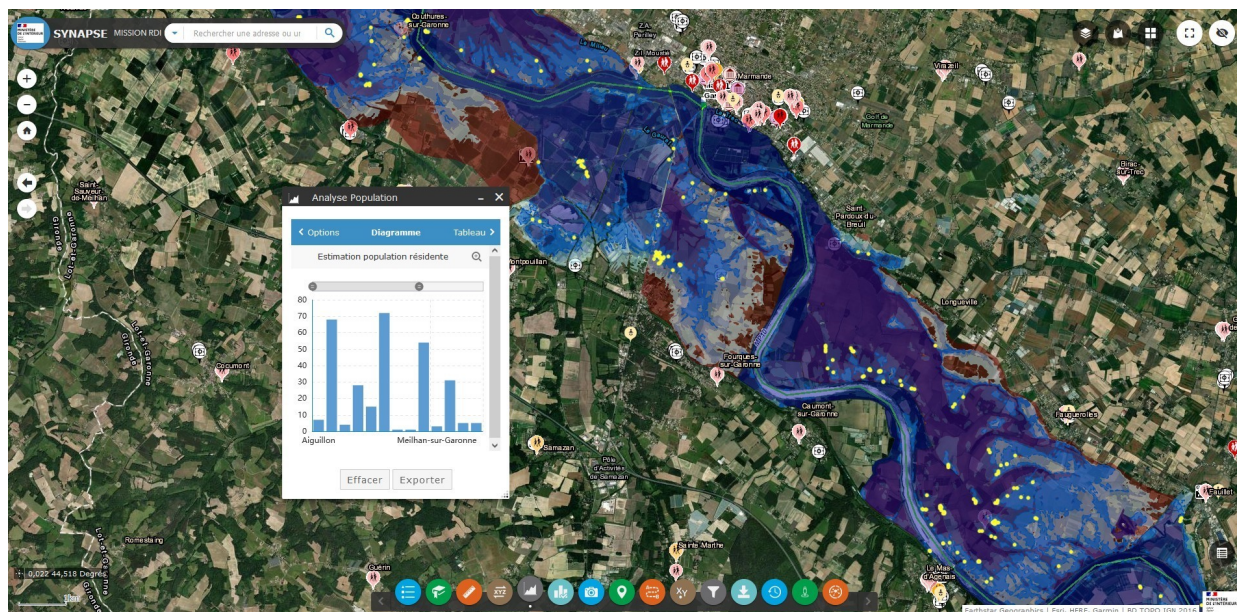


Figure 4: Interface cartographique de l'application Synapse dédiée à la mission RDI

Pour la mission RDI, qui dispose d'un module dédié sur Synapse, la faible utilisation de l'outil, remontée dans le cadre de l'atelier régional de 2022, l'a également été au niveau national comme l'a conclu l'enquête de 2023 [Puechberty, 2023]. Développer l'utilisation de l'outil en DDT(M) passe dans un premier temps par une utilisation effective de l'outil par les SIDPC, mais également par la clarification des rôles de chacun dans son usage, y compris celui de l'ensemble des applications disponibles sur la plateforme Synapse (on pourra citer les applications « missions RDI » ou encore « planification », faisant appel aux mêmes données géographiques mais dédiées à une utilisation et des utilisateurs différents). Une des limites à l'utilisation de l'outil remontée par la mission RDI est la crainte de devoir tenir le rôle de correspondant Synapse (toutes crises) pour la préfecture.

Enfin, les informations événementielles peuvent être définies comme un flux de données à part entière. Sur l'exemple de la crue de l'Aude en 2018, de fausses informations ont circulé dans la population et sur les réseaux sociaux sur le fait que les inondations étaient dues à un lâcher d'eau d'un barrage, bien qu'aucun barrage n'existe sur le secteur considéré de ce bassin versant. Selon la mission RDI de l'Aude, cette situation s'est reproduite en 2020 lors de la tempête Gloria qui a donné lieu à des inondations sur la haute vallée de l'Aude. En pleine gestion de crise, le COD a dû vérifier une rumeur infondée de rupture de barrage. Ces deux exemples montrent que ces informations peuvent perturber la gestion de crise et nécessitent de démultiplier une communication adaptée et chronophage, néfaste et anxiogène pour les acteurs du COD. Les deux retours d'expérience réalisés ont conduit à développer les relations entre la mission RDI, le SCOH et les exploitants de barrage et à imposer une normalisation dans la diffusion des informations sur la crue, notamment pour ne parler qu'en hauteur d'eau pour tous les cours d'eau. Les informations de débits, parfois mal interprétées en crise, ne sont utilisées qu'en post crise pour les études de modélisation hydrologiques et hydrauliques.

5. Conclusion et perspectives

Depuis la mise en place de la mission RDI au sein des DDT(M), la structuration, la professionnalisation et l'outillage des missions RDI s'est largement développé. Les deux ateliers menés au niveau régional ont permis de dégager conjointement entre RDI et SIDPC des pistes de progrès communes pour améliorer la bonne articulation des services au moment d'un événement. Ce travail va dans le sens d'une meilleure intégration de l'expertise de la mission RDI.

Plusieurs pistes de progrès ont pu être dégagées :

- la nécessité de placer la mission RDI en réception de toute information amont sur le phénomène attendu afin de lui permettre d'avoir l'anticipation nécessaire pour traduire la donnée en matière d'impact au territoire ;
- le besoin de repenser la structuration de certains COD pour intégrer une cellule anticipation et lui permettre d'avoir le recul et la capacité nécessaires pour produire une information utile à la cellule décisionnelle ;
- le besoin de communiquer et partager les besoins réciproques entre missions RDI et SIDPC mais également avec l'ensemble des acteurs de la gestion de crise inondation : chaque département bénéficiant de moyens et besoins hétérogènes, il est indispensable d'avoir une vision des attentes côté SIDPC et des capacités du côté de la mission RDI et plus largement des partenaires mobilisables.
- la poursuite du développement des compétences communes : la mission RDI peut se faire le relais de l'information et de formations utiles au corps préfectoral sur le risque inondation ou venir en appui du SIDPC pour le pilotage d'exercices de gestion de crise pour cibler le scénario le plus pertinent ;
- avoir une meilleure maîtrise de l'ensemble des flux d'informations en ciblant les besoins d'informations au moment d'un évènement ;
- bien définir le rôle de la mission RDI et le dissocier du rôle de cadre de permanence de la DDT, chacun nécessitant un positionnement et un rôle propre et distinct ;
- améliorer l'appropriation de l'outil Synapse par les 2 services et plus particulièrement le SIDPC

Si l'ensemble de ces constats sont identifiés sur la région Occitanie, l'enquête nationale montre qu'ils sont également partagés pour plusieurs départements à l'échelle nationale. Les progrès réalisés jusqu'à présent nécessitent donc encore des efforts de construction commune pour que la place de cette nouvelle mission soit reconnue au sein de la gestion des crises inondations. Il existe désormais un enjeu pour l'animation régionale à poursuivre les efforts engagés à l'issue de ces ateliers. Dans un premier temps, la traduction des conclusions du dernier atelier en actions concrètes est à mener et à partager avec les services préfectoraux et les missions RDI. À la suite, des échanges seront programmés au niveau départemental pour favoriser la prise en compte d'une série de points d'attention issus de ces travaux dans la déclinaison des plans ORSEC Inondation, et l'articulation opérationnelle RDI-SIDPC. L'exemple des travaux engagés dans le département de l'Aude depuis 2018 en étant partagé à l'échelle régionale voire nationale pourra servir à d'autres départements.

RÉFÉRENCES

- Circulaire interministérielle du 28/04/11 relative à la définition et à l'organisation au sein de la direction départementale des territoires (et de la mer) de la mission de référent départemental pour l'appui technique à la préparation et à la gestion des crises d'inondation dans les départements couverts par un service de prévision des crues - NOR : DEVP1023698C
- Note technique du 29 octobre 2018 relative à l'organisation des missions de référent départemental pour l'appui technique à la préparation et à la gestion de crises d'inondation sur le territoire national - NOR : TREP1817757N ,
- Ayphassorho H., Pipien G., Guion de Méritens I., Lacroix D. (2019) - Retour d'expérience des inondations du 14 au 17 octobre 2018 dans l'Aude - Rapport CGEDD n° 012561-01, IGA n° 18105-RP, 176 p.
- Perrin F., Sauzey P., Menoret B., Roche P.-A. (2017) - Inondations de mai et juin 2016 dans les bassins moyens de la Seine et de la Loire -Rapport CGEDD n° 010743-01 et IGA n° 16080-R
- Cros, S. & Vraie, B. (2018). De l'intérêt des serious games comme méthode de restitution des apprentissages, sous stress aigu, en crise. *Management & Avenir*, 102, 51-66.

<https://doi.org/10.3917/mav.102.0051>

Devés M., Le Bars Y. (2020). Quelle place pour les experts d'hier et d'aujourd'hui face aux risques de catastrophes ? Dialogue entre générations. Natures Sciences Sociétés 28, 2, 178-189.

[h https://doi.org/10.1051/nss/2020028](https://doi.org/10.1051/nss/2020028)

Goutx, D. (2022). La ludicité des simulations de crises, ce qui se joue au coeur d'une crise simulée. Gestion et management. IMT - MINES ALES - IMT - Mines Alès Ecole Mines - Télécom, 2022. Français.

Puechberty R., Piotte O. (2023). Structuration de la mission de Référent Départemental Inondation, Bilan 2018-2023. Colloque SHF – Prévisions des crues et des Inondations – Avancées, valorisation et perspectives, A paraître.